

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



GRAVIRHONE (SARL)

Pont de la Loi
B.P 8
01350 Culoz

Références :20230302_RAP_InspGravirhone_Vions_Georisques.odt
Code AIOT : 0006101677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement GRAVIRHONE (SARL) implanté Les îles de Vions 73310 Vions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIRHONE (SARL)
- Les îles de Vions 73310 Vions
- Code AIOT : 0006101677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRAVIRHONE est autorisée à exploiter la carrière alluvionnaire en eau de type sables et graviers, au lieu-dit "Ile de Vions" sur les communes de Vions (73) et Culoz (01), sous couvert d'un arrêté inter-préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 juillet 2016 et accordée pour une durée de 30 ans.

L'extraction du gisement est conduite au moyen d'une drague flottante à grappin complétée d'une pelle mécanique pour le talutage des berges. Les matériaux extraits sous eau sont amenés sur la plate-forme de travail par bande transporteuse flottante où ils sont stockés pour égouttage. Ils sont ensuite repris à l'aide d'une chargeuse et acheminés par camions vers les installations de traitement situées en dehors du périmètre la carrière.

Il s'agit de matériaux destinés à des usages "nobles" tels que la fabrication de produits bétons, béton hydraulique ou enrobés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions particulières d'exploitation (Risques de crues et lutte contre les espèces invasives)

- Modalités de remise en état
- Prévention des nuisances (pollution des eaux et nuisances sonores)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.1	/	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.2	/	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 11.4.1	/	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 11.4.2	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une légère dérive vis à vis du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral notamment en ce qui concerne les dispositions spécifiques liées aux risques de crues et les dispositions en matière de luttres contre les espèces invasives. Il est donc attendu de la part de l'exploitant des propositions de mesures correctives permettant de revenir au respect strict des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.2
Thème(s) : Autre, Sécurité générale et risques en cas de crues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de crue prévisible ou en cas de vidange programmée d'un barrage, les engins de la carrière sont positionnés à l'opposé de la digue longeant le Rhône ou sont évacués vers le site de Culoz. L'exploitant s'assure également que la carrière ne présente pas d'obstacles au libre écoulement des eaux. De façon pérenne, l'exploitant limite à environ 1000 m ³ la quantité de matériaux stockés sur la carrière tel que prévu par l'étude hydraulique.
Constats : Lors de la revue documentaire réalisée au début de l'inspection, il a été constaté, à la lecture du plan d'exploitation établi au 27/12/2022, la présence de 3 stocks de graviers répartis au niveau de la zone de dépôt des matériaux extraits, pour une quantité cumulée égale à 1 600 m ³ environ. L'exploitant nous a indiqué qu'une partie de ces stocks avait été évacuée à des fins de renforcement des berges et que cette situation n'était pas courante. Pour autant, la visite sur site a démontré la présence d'un stock unique supérieur à 1 000 m ³ et confirmé par l'exploitant. Par ailleurs, les constats réalisés, d'une part, à la lecture du plan et d'autre part, lors de la visite sur la carrière, montrent la présence d'un stock de terres végétales (de découverte) située en bordure de la route d'accès à la carrière et dont le volume est estimé à 8 182 m ³ . Le cumul des volumes de ces différents stocks dépasse largement le volume limite de 1 000 m ³ défini à l'article 7.4.2 de l'AP du 19/07/2016 et tel que prescrit en lien avec l'étude hydraulique présentée dans le dossier de demande d'autorisation.
Observations : Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de justifier cet écart au regard des attendus de l'étude hydraulique et de proposer des mesures correctives permettant de répondre aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.10
Thème(s) : Autre, Lutte contre les espèces végétales invasives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions pour lutter contre la prolifération des espèces invasives. [...] En cas d'apparition de Renouée du Japon sur la carrière (espèce particulièrement présente le long des berges des digues), l'exploitant mettra en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- enlèvement des plants de Renouée présents sur le site avant les travaux d'extraction par terrassement des parties racinaires avec une pelle mécanique,- stockage des fragments de Renouée sur une zone identifiée,- enfouissement de ces fragments en fond de casier de remblaiement.
Constats : Lors de la revue documentaire, le service d'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant afin de connaître la méthode de gestion des espèces invasives, en particulier de la Renouée du Japon. L'exploitant a présenté la manière dont les campagnes d'arrachage manuel étaient menées soit par les opérateurs de la carrière, soit par une structure sous-traitante (ODYNEO). Cet échange a mis en évidence que l'enlèvement des plants de Renouée ne répondait pas

pleinement aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral. D'une part, la méthode d'arrachage est manuelle et non mécanique et d'autre part la filière d'évacuation des plants de Renouée est en dehors du site et gérée par la société SME Environnement en déchetterie (compostage?). Ces modalités de gestion n'apparaissent pas conformes aux bonnes pratiques en matière de lutte contre la prolifération de la Renouée du Japon et nécessitent d'être revues en lien avec les dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de revoir sa méthodologie de lutte contre les espèces invasives en transmettant à l'inspection des installations classées une note technique présentant les nouvelles modalités de gestion des espèces invasives, et en particulier vis à vis de la Renouée du Japon, validées par un bureau d'études spécialisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.1
Thème(s) : Autre, Modalités de remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La remise en état consiste à restituer un plan d'eau à vocation écologique (réaménagement des berges, présence de hauts fonds). La partie supérieure des berges nord et latérales sera recouverte de stériles de découverte. La terre végétale sera ensuite régalée. Les boues provenant du traitement des matériaux extraits de la carrière au sein des installations de traitement de Culoz seront utilisées pour la réalisation des hauts-fonds. Les volumes prévisionnels sont de l'ordre de 7200 t (soit 4500 m³) de boues par an , soit environ 135 000 m³ sur les 30 ans de l'autorisation. La remise en état du site sera coordonnée à l'avancée de l'exploitation. Ainsi les hauts-fonds sont créés au niveau des berges situées sur tout le pourtour du plan d'eau objet de l'extraction des matériaux sauf 2 zones au nord et au sud du plan d'eau de façon à aménager des zones où la berge est constituée de matériaux perméables. Les matériaux argileux que représentent les boues permettront de modeler les hauts-fonds et serviront de support à la végétation aquatique.</p>
<p>Constats : La visite d'inspection a permis de comprendre de quelle manière le suivi des volumes de boues provenant du traitement des matériaux extraits de la carrière au sein des installations de traitement du site de Culoz était mené. L'exploitant a donc présenté le registre de suivi qu'il tenait à jour. Ce suivi montre que 7 297 t (pour 7 200 t) ont été déposés en 2022 dans le plan d'eau pour la réalisation des hauts fonds ce qui est conforme au phasage défini dans l'arrêté. Pour autant et à ce stade, il est encore difficile d'évaluer la manière dont les hauts fonds vont pouvoir être modelés à partir des boues déposées dans le plan d'eau. Une attention particulière devra être portée par l'exploitant sur ce point dans les prochaines années.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.2
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Il s'agit principalement de la production de boues lors des opérations d'élaboration des granulats au sein de l'installation de Culoz. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.
Constats : Lors de la revue documentaire réalisée lors de l'inspection, le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées est présenté au service d'inspection des installations classées. Il a été mis à jour en janvier 2023 et prend en compte les observations formulées lors de l'inspection précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 11.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux superficielles du plan d'eau font l'objet d'une analyse annuelle portant sur les paramètres pH, DCO, Azote Global (Ngl}, COT (Carbone Organique Total) et HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) et Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra modifier, réduire ou augmenter la fréquence de ces mesures.
Constats : Lors de la revue documentaire, l'exploitant a présenté au service d'inspection des installations classées les résultats de la dernière campagne de mesures (11/04/22) réalisées au niveau des eaux souterraines. Ces résultats sont conformes et ne font pas l'objet d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 11.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant surveillera au moyen des trois piézomètres existants l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres sont implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, l'un en amont et deux autres en aval hydraulique du site. La hauteur piézométrique de la nappe est relevée mensuellement sur chacun des 3 piézomètres du site, et les données obtenues sont reportées dans un document tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Une analyse annuelle de la qualité des eaux souterraines est effectuée sur chacun des trois piézomètres, en alternant d'une année sur l'autre des analyses en hautes eaux et basses eaux.

<p>Les paramètres suivants seront analysés selon les normes reconnues : pH, MEST, DCO, DBO5, COT, BTEX, HAP, PCB, Hydrocarbures totaux, métaux lourds et Acrylamide.</p> <p>Concernant la recherche d'Acrylamide, l'analyse sera réalisée tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p> <p>Une transmission systématique des résultats est faite à l'inspection des installations classées, accompagnée de commentaires, dans le mois suivant l'analyse. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet de Savoie du résultat des investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats : Lors de la revue documentaire, l'exploitant a présenté au service d'inspection des installations classées les résultats de la dernière campagne de mesures (11/04/22) réalisées au niveau des eaux souterraines.</p> <p>Ces résultats sont conformes et mettent en évidence la réalisation, pour cette campagne, de la recherche d'acrylamide dans les eaux souterraines.</p> <p>Il est à noter cependant l'absence de commentaires de la part de l'exploitant.</p>
<p>Observations : Conformément à l'article 11.4.2 de l'AP, il est attendu de la part de l'exploitant une analyse critique des résultats, réalisé sous la forme de commentaires synthétiques annexés aux tableaux de suivis et tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruits</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, et sera renouvelé tous les 5 ans.</p>
<p>Constats : Les résultats du contrôle des niveaux sonores réalisé les 30 et 31/03/2021 montrent la conformité de l'installation aux seuils de l'arrêté préfectoral que ce soit en limite de propriété ou au niveau des Zones à Émergences Réglementaires (ZER).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>